

TRELLINVEST S.A.

Société anonyme

Siège social: L-1449 Luxembourg

18, rue de l'Eau

R.C.S. Luxembourg N° B 83677

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 18 NOVEMBRE 2016

NUMERO 3159/2016

L'an deux mille seize, le dix-huit novembre.

Pardevant Maître **Henri HELLINCKX**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "**TRELLINVEST S.A.**", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 83677 ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, constituée par acte de Maître Edmond Schroeder, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 11 septembre 2001 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 189 du 4 février 2002.

Les statuts ont été modifiés par acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 6 novembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1337 du 16 décembre 2003.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Michaël Zianveni, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite :

I. - Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que l'actionnaire unique Monsieur Dino ZOLI, né le 2 avril 1943 à Forlì, Italie et résident à Via Ossi 5, 47100 Forlì, Italie détenteur de vingt mille (20.000) actions sans valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) est dûment représenté à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Approbation du bilan de clôture de la société luxembourgeoise;
2. Transfert du siège social de Luxembourg vers l'Italie et adoption de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée (società a responsabilità limitata – SRL) selon le droit italien;
3. Fixation du siège social à viale Bologna 286/A, 47122 Forlì, Italie.
4. Modification de la dénomination sociale en "TRELLINVEST SRL".
5. Démission de quatre administrateurs en place et décharge à leur donner pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.
6. Démission du commissaire aux comptes en place, décharge à lui donner pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.
7. Refonte complète des statuts pour les adapter au droit italien.
8. Nomination d'un administrateur unique;
9. Mandat à donner aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
10. Effet juridique relative aux résolutions prises.

11. Mandat à donner à Monsieur Dino ZOLI aux fins de procéder à toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce en Italie et aux fins de convoquer une assemblée générale extraordinaire en Italie afin de confirmer le transfert de siège en Italie et d'adapter les statuts de la société à la législation italienne.

12. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale approuve le bilan de clôture au 18 novembre 2016 de la société au Luxembourg, lequel bilan après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société en Italie, sans dissolution préalable de la Société, laquelle continuera l'activité avec tous les actifs et passifs existants de la Société, et continuera son existence sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée (società a responsabilità limitata – SRL) selon le droit italien.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide d'établir le siège social de la société en Italie à viale Bologna 286/A, 47122 Forlì, Italie.

La Société ne maintiendra pas de succursale ou d'autre entité juridique au Luxembourg.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en "TRELLINVEST SRL".

CINQUIEME RESOLUTION

Il est pris acte de la démission de quatre administrateurs en place :

- Monsieur **Marc KOEUNE**, économiste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
- Monsieur **Michaël ZIANVENI**, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L- 1449 Luxembourg;
- Monsieur **Denis BREVER**, employé privé, né le 2 janvier 1983 à Malmedy - Belgique et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
- Monsieur **Jean-Yves NICOLAS**, employé privé, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Par vote spécial, il leur est donné décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

SIXIEME RESOLUTION

Il est pris acte de la démission du commissaire aux comptes en place :

la société **CeDerLux-Services S.à r.l.**, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Par vote spécial, il lui est donné décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

SEPTEME RESOLUTION

Les statuts, complètement refondus afin d'être adaptés à la législation italienne, auront désormais le teneur suivante:

STATUTO

STATUTO DI SOCIETA' A RESPONSABILITA' LIMITATA

Articolo 1

DENOMINAZIONE

La Società è denominata: "**TRELLINVEST SRL**".

Articolo 2

SEDE

La Sede è nel Comune di **FORLI- (Viale Bologna 286/A)** , all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese ai sensi di legge.

Gli Amministratori hanno facoltà di istituire e sopprimere ovunque unità locali operative (ad esempio: succursali, filiali, o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza) ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopraindicato.

Spetta invece ai soci deliberare la istituzione di sedi secondarie o il trasferimento della sede in un Comune diverso da quello sopra indicato; queste ultime delibere, in quanto modifiche dell'atto costitutivo, rientrano nella competenza dell'assemblea dei soci.

Articolo 3

DURATA

La durata è fissata al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta), salvo proroga od anticipato scioglimento da parte dell'assemblea dei soci.

Articolo 4

OGGETTO

La Società, nel rispetto della normativa in vigore, ha per oggetto e scopo principale, sia in Italia che all'Estero, l'attività di assunzione, acquisto, gestione, detenzione, cessione, scambio e permuta di interessenze e partecipazioni in Società ed Enti, a scopo di stabile investimento e non di collocamento o intermediazione nei confronti del pubblico, oltre che la partecipazione a *joint ventures*, ad associazioni in partecipazione e simili, nonché l'esercizio di tutti i diritti ad esse inerenti e connessi; il coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario delle Società cui partecipa, sia direttamente sia indirettamente, ed il finanziamento delle medesime; la compravendita di titoli pubblici e privati.

La Società potrà altresì svolgere attività immobiliare nel campo della costruzione, della compravendita, dell'affitto e della gestione di beni immobili di ogni tipo; tale attività potrà essere svolta sia direttamente sia indirettamente e/o attraverso l'assunzione di partecipazioni ed interessenze.

La Società potrà inoltre compiere, ponendo in essere ogni connessa operazione, le attività di controllo, impostazione, consulenza e coordinamento strategici, nonché di gestione finanziaria ed amministrativa, oltre a tutte le attività di servizio, pubblicità, marketing, gestionali, acquisti, gestione contabilità e simili.

In ogni caso la Società potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali ed immobiliari utili o necessarie per il raggiungimento dell'oggetto sociale, nonché - in via non prevalente e del tutto accessoria e strumentale e, comunque, con espressa esclusione di qualsiasi attività svolta nei confronti del pubblico - qualsiasi operazione finanziaria e mobiliare.

La Società potrà inoltre concedere finanziamenti sotto qualsiasi forma, rilasciare fidejussioni e avalli, cauzioni, ogni altra forma di garanzia anche reale, aperture di credito documentarie, accettazioni, girate nonché impegni a concedere credito e simili, nell'interesse ed a favore esclusivo di società controllanti, controllate e collegate e/o comunque di società appartenenti allo stesso gruppo.

Sono espressamente escluse dall'oggetto sociale le seguenti attività:

- la raccolta del risparmio tra il pubblico sotto qualunque forma e denominazione;
- lo svolgimento di attività e prestazioni di assistenza e consulenza che la legge inderogabilmente riserva ai soggetti esercenti Professioni Tutelate;
- lo svolgimento nei confronti del pubblico delle attività riservate a soggetti abilitati all'esercizio di attività finanziarie e/o bancarie;
- l'attività di intermediazione immobiliare ex legge 3 febbraio 1989 n. 39.

Articolo 5

CAPITALE SOCIALE

Il capitale è di **Euro 200.000,00 (duecentomila, virgola zero zero)**, diviso in quote aventi un valore non inferiore ad Euro 1,00 (uno virgola zero zero) cadauna.

Articolo 6

VARIAZIONI DEL CAPITALE SOCIALE

Il capitale potrà essere aumentato a pagamento (mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura) ovvero a titolo gratuito (mediante passaggio di riserve disponibili a capitale) conformemente alle disposizioni di legge in materia (artt. 2481, 2481-bis e 2481-ter del Codice Civile) in forza di deliberazione dell'assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per le modifiche dell'atto costitutivo.

In caso di decisione di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti, sono ammessi tutti i conferimenti (anche diversi dal denaro) consentiti dalla legge e spetta ai soci il diritto di sottoscrivere l'aumento in proporzione alle partecipazioni da essi possedute. E' peraltro attribuita ai soci la facoltà di prevedere espressamente, nella delibera di aumento, che lo stesso possa essere attuato anche mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi, salvo che nel caso di cui all'art. 2482-*ter* del Codice Civile; in tal caso spetta ai soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso a norma dell'art. 2473 del Codice Civile.

Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge (artt. 2482, 2482-*bis*, 2482-*ter* e 2482-*quater* del Codice Civile) mediante deliberazione dell'assemblea dei soci, da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica dell'atto costitutivo.

In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'Organo Amministrativo sulla situazione patrimoniale della Società e delle osservazioni del Sindaco Unico o del Collegio Sindacale, se nominati, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci. La rinuncia a detto deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

Articolo 7

VERSAMENTI E FINANZIAMENTI SOCI

I soci potranno eseguire, su richiesta dell'Organo Amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto/capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite, ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo, e ciò previa conforme delibera assembleare. Per il rimborso dei finanziamenti dei soci trova applicazione la disposizione dell'art. 2467 del Codice Civile.

Articolo 8

PARTECIPAZIONI

E' consentita l'attribuzione di partecipazioni anche in misura non proporzionale ai conferimenti. Peraltro, in mancanza di specifica determinazione in tal senso, le partecipazioni dei soci si presumono di valore proporzionale ai conferimenti effettuati.

I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli artt. 1105 e 1106 del Codice Civile.

Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro delle partecipazioni si applica l'art. 2352 del Codice Civile.

Articolo 9

TRASFERIMENTO DELLE PARTECIPAZIONI

Le partecipazioni sono trasferibili sia per atto tra vivi che per successione *mortis causa*.

In caso di alienazione, gli altri soci possessori di quote avranno il diritto di prelazione, da esercitarsi nel modo seguente: il socio possessore di quote che intendesse cederle, tutte o in parte, deve darne comunicazione scritta mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento all'Amministratore Unico o al Consiglio di Amministrazione, indicando il numero di quote che intende cedere, il prezzo richiesto, le modalità di pagamento ed il compratore potenziale; entro 15 (quindici) giorni dal ricevimento della comunicazione l'Organo Amministrativo deve informare tutti i soci, sempre con lettera raccomandata con avviso di ricevimento contenente l'illustrazione dettagliata dell'offerta ricevuta; gli altri soci, qualora intendano esercitare il proprio diritto di prelazione devono, entro 30 (trenta) giorni dal ricevimento dell'offerta da parte del Consiglio di Amministrazione o dell'Amministratore Unico, comunicare a questi la loro volontà; il silenzio è da intendersi quale rinuncia tacita da parte degli aventi diritto.

Qualora i soci dichiarino di voler concludere l'acquisto, a questi dovranno cedere tutte le quote poste in vendita, proporzionalmente alle quote da ciascuno possedute rispetto al totale delle quote i cui titolari abbiano dichiarato di voler esercitare la prelazione.

A questo patto ciascun socio s'intende impegnato sin dalla comunicazione del suo intendimento ad esercitare tale diritto. Per quanto riguarda il computo dei termini di cui ai punti precedenti si applicano le norme del Codice di Procedura Civile.

In caso di mancata accettazione dell'offerta da parte degli aventi diritto alla prelazione, l'offerente sarà libero di procedere alla cessione a terzi delle quote ivi indicate.

La procedura prevista dal presente articolo potrà non avere luogo qualora tutti i soci esprimano il loro preventivo consenso alla cessione, dandone notizia per iscritto all'Organo Amministrativo.

Non sono sottoposti alla procedura di cui al presente articolo, i trasferimenti di quote a favore del coniuge dell'alienante, dei suoi figli, o di società appartenenti allo stesso gruppo. E' pure escluso il diritto di prelazione nel caso di trasferimenti fra fiduciante e società fiduciaria e viceversa; è invece soggetta al diritto di prelazione la sostituzione del fiduciante senza sostituzione della società fiduciaria.

Articolo 10

DECISIONI DEI SOCI

I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge e dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più Amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina degli Amministratori e la loro revoca;
- c) la nomina, qualora obbligatorio e/o per decisione dei soci, nei soli limiti di legge, del Sindaco Unico ovvero, di un Collegio Sindacale, e/o del Revisore, nonché la loro revoca;

- d) le modificazioni dell'atto costitutivo;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci.

Con riferimento alle materie di cui alle lettere d) ed e), nonché quando lo richiedono uno o più Amministratori ovvero un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere necessariamente adottate con il metodo assembleare di cui al successivo art. 11. In ogni altro caso, invece, le decisioni dei soci possono essere adottate, oltre che con il metodo assembleare, anche con il metodo della consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto.

Ogni socio a cui spetti, in forza di legittimi titoli, il diritto di voto, ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Non possono partecipare alle decisioni, sia che esse vengano adottate con il metodo assembleare sia che esse vengano adottate con il metodo della consultazione scritta o del consenso espresso per iscritto, i soci morosi (ai sensi dell'art. 2466 del Codice Civile) ed i soci titolari di partecipazioni per le quali espresse disposizioni di legge dispongono la sospensione del diritto di voto.

Articolo 11

DECISIONI DEI SOCI: METODO ASSEMBLEARE

A) CONVOCAZIONE DELL'ASSEMBLEA

L'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori della sede sociale, purché in Italia o nei Paesi dell'Unione Europea.

L'assemblea è convocata, oltre che nei casi e per gli oggetti previsti dalla legge, ogni qualvolta l'Organo Amministrativo lo ritenga opportuno.

L'Organo Amministrativo deve altresì convocare senza ritardo l'assemblea, quando ne è fatta domanda da tanti soci che rappresentino almeno il decimo del capitale sociale e nella domanda sono stati indicati gli argomenti da trattare.

La convocazione su richiesta dei soci non è tuttavia ammessa per argomenti sui quali l'assemblea delibera, a norma di legge, su proposta degli Amministratori o sulla base di un progetto o di una relazione da essi predisposta.

L'assemblea viene convocata con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per la riunione, con lettera raccomandata, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo, fatto pervenire ai soci al domicilio risultante dal libro dei soci, ove facoltativamente istituito, ovvero all'indirizzo comunicato al Registro delle Imprese competente; nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica certificata o altri mezzi simili, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica certificata o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dal socio o che risultino espressamente dal libro soci, ove istituito, fermo restando che quelli tra i soci che non intendono indicare un'utenza fax, o un indirizzo di posta elettronica certificata, o revocano l'indicazione effettuata in precedenza, hanno diritto di ricevere la convocazione a mezzo lettera raccomandata. Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione. In mancanza di formale convocazione, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipi l'intero capitale sociale e tutti gli Amministratori, il Sindaco Unico od i Sindaci (e/o il Revisore), se nominati, siano presenti od informati e nessuno si opponga alla trattazione dell'argomento. Se gli Amministratori, o il Sindaco Unico od i Sindaci (e/o il Revisore), se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da produrre al Presidente dell'assemblea e da conservarsi agli atti della Società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

B) INTERVENTO IN ASSEMBLEA E DIRITTO DI VOTO

Possono intervenire all'assemblea i soci che, in forza di legittimi titoli, sono titolari del diritto di voto.

Il voto di ciascun socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

C) RAPPRESENTANZA IN ASSEMBLEA

Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare ai sensi di legge.

Gli enti e le società legalmente costituiti possono intervenire all'assemblea tramite il proprio legale rappresentante ovvero a mezzo di persona all'uopo designata mediante delega scritta.

Spetta al Presidente dell'assemblea constatare la regolarità delle deleghe ed in genere il diritto di intervento all'assemblea.

D) PRESIDENZA DELL'ASSEMBLEA

La presidenza dell'assemblea, secondo i sistemi di amministrazione compete:

- all'Amministratore Unico;
- al Presidente del Consiglio di Amministrazione e, in caso di assenza od impedimento del Presidente, nell'ordine, al Vice Presidente ed all'Amministratore Delegato, se nominati.

Qualora né gli uni, né gli altri possano o vogliano esercitare tale funzione, gli intervenuti designano a maggioranza assoluta del capitale rappresentato, il Presidente, fra i presenti. L'assemblea nomina un Segretario anche non socio e, se lo crede opportuno, due Scrutatori anche estranei.

Spetta al Presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti (e, pertanto, decidere l'esclusione dall'assemblea dei non legittimati), dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare i risultati delle votazioni. Degli esiti di tali accertamenti deve essere dato conto nel verbale.

E) QUORUM COSTITUTIVI E DELIBERATIVI

L'assemblea è regolarmente costituita e delibera con la presenza e con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino più del 50% (cinquanta per cento) del capitale sociale.

Nei casi in cui per legge o in virtù del presente statuto il diritto di voto è sospeso (ad esempio in caso di conflitto di interesse o di socio moroso) si applica l'art. 2368, comma 3, del Codice Civile.

Restano comunque salve le altre disposizioni del presente statuto che, per particolari delibere, richiedono diverse specifiche maggioranze.

F) SISTEMI DI VOTAZIONE

Le deliberazioni sono prese per alzata di mano a meno che la maggioranza degli intervenuti richieda l'appello nominale.

In ogni caso il voto deve essere palese o comunque deve essere espresso con modalità tali da consentire l'individuazione dei soci dissenzienti.

G) VERBALIZZAZIONE DELLE DELIBERAZIONI

Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario o dal notaio, se richiesto dalla legge.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Il verbale relativo alle delibere assembleari comportanti la modifica dell'atto costitutivo deve essere redatto da un notaio.

Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

H) AUDIO/VIDEOCONFERENZA-ASSEMBLEA

E' possibile tenere le riunioni dell'assemblea con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;

- che sia consentito al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.
- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi audio/video collegati a cura della Società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il soggetto verbalizzante; dovranno inoltre essere predisposti tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio/video collegati in cui si tiene la riunione.

Articolo 12

DECISIONI DEI SOCI: METODO DELLA CONSULTAZIONE

SCRITTA E/O DEL CONSENSO ESPRESSO PER ISCRITTO

Le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto. Tali metodi, come precisato nell'art.10 del presente statuto, sono utilizzabili in alternativa al metodo assembleare sopradescritto all'art.11.

Tuttavia con riferimento alle modificazioni del presente statuto, alle decisioni di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci, oppure quando lo richiedono uno o più Amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere necessariamente adottate con il metodo assembleare.

Nel caso si opti per il metodo della consultazione scritta dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;

- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti;

- l'indicazione dei soci consenzienti;

- l'indicazione dei soci contrari o astenuti e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;

- la sottoscrizione di tutti i soci, sia consenzienti che astenuti che contrari, con la precisazione che la mancanza di sottoscrizione equivale a voto contrario.

Nel caso si opti per il metodo del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti;

- il contenuto e le risultanze della decisione.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti i soci i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione dei soci entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire all'indirizzo indicato da ciascun socio nel libro dei soci, ove facoltativamente istituito, ovvero all'indirizzo comunicato al Registro delle Imprese competente, con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

Ogni socio a cui spetti il diritto di voto, ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

Nei casi in cui per legge o in virtù del presente statuto il diritto di voto è sospeso (ad esempio in caso di conflitto di interesse o di socio moroso) si applica l'art. 2368, comma 3, del Codice Civile.

La decisione dei soci, adottata a sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

Articolo 13

AMMINISTRAZIONE

La durata in carica dell'Organo Amministrativo, che può essere anche a tempo indeterminato, è stabilita con decisione dei soci.

La Società può essere amministrata:

- da un Amministratore Unico;
- da un Consiglio di Amministrazione composto da 2 (due) a 5 (cinque) membri.

La scelta circa il sistema di amministrazione e, nel caso di Consiglio, la fissazione del numero dei membri è rimessa alla decisione dei soci.

I componenti dell'Organo Amministrativo:

- a) possono essere anche non soci;
- b) non possono essere nominati, e, se nominati, decadono dall'ufficio, qualora si trovino nelle condizioni previste dall'art. 2382 del Codice Civile;
- c) durano in carica per il periodo di volta in volta determinato dai soci all'atto della nomina e, comunque, fino a revoca o dimissioni;
- d) in caso di nomina a tempo indeterminato, possono essere revocati in ogni tempo e senza necessità di motivazione;
- e) sono rieleggibili;
- f) possono essere cooptati nell'osservanza dell'art. 2386 del Codice Civile;
- g) non sono tenuti al divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 del Codice Civile.

Se per dimissioni o per altre cause viene a mancare la maggioranza degli Amministratori, si intende decaduto l'intero Consiglio e deve subito convocarsi l'assemblea per la nomina dei nuovi Amministratori; In tal caso gli Amministratori restano in carica per la convocazione dell'assemblea e l'ordinaria amministrazione sino alla nomina dei successori. La cessazione degli Amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo Organo Amministrativo è stato ricostituito.

Articolo 14

CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE: METODO COLLEGIALE

Quando la Società è amministrata da un Consiglio di Amministrazione, il suo funzionamento è così regolato.

A) PRESIDENZA

Il Consiglio elegge fra i suoi membri il Presidente, se questi non è nominato dai soci; può eleggere un Vice Presidente che sostituisca il Presidente nei casi di assenza o impedimento.

Il Presidente convoca il Consiglio di Amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché adeguate informazioni sulle materie iscritte all'ordine del giorno vengano fornite a tutti i Consiglieri.

B) RIUNIONI

Il Consiglio si riunisce nel luogo indicato nell'avviso di convocazione (nella sede sociale o altrove) tutte le volte che il Presidente o chi ne fa le veci lo giudichi necessario, o quando ne sia fatta richiesta dalla maggioranza degli Amministratori in carica, oppure da almeno due Sindaci, in ipotesi di nomina di Collegio Sindacale, ovvero dal Sindaco Unico.

Di regola la convocazione è fatta mediante avviso spedito almeno cinque giorni liberi prima della riunione con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (ad esempio: fax o posta elettronica certificata) almeno tre giorni prima dell'adunanza ed, in caso d'urgenza, con telegramma da spedirsi almeno un giorno prima, nei quali vengono fissate la data, il luogo e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno.

Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Consiglieri in carica ed il Sindaco Unico, ovvero tutti i Sindaci (nel caso di nomina del Collegio Sindacale), se nominati.

Le riunioni di Consiglio sono presiedute dal Presidente, in sua assenza dal Vice Presidente, qualora sia stato nominato, o, in mancanza di quest'ultimo, dal Consigliere designato dal Consiglio stesso.

Il Consiglio di Amministrazione può tenere le sue riunioni in videoconferenza o in sola audioconferenza alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

a) che siano presenti nello stesso luogo il Presidente e il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

b) che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

c) che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

d) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

C) DELIBERAZIONI

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio è necessaria la presenza della maggioranza degli Amministratori in carica.

Le deliberazioni si prendono a maggioranza assoluta dei presenti; qualora il Consiglio sia composto da più di due membri, in caso di parità prevale il voto di chi presiede.

Nell'ipotesi di Consiglio composto da due soli membri, è richiesta l'unanimità dei consensi. In quest'ultima fattispecie, in caso di parità la deliberazione dovrà considerarsi respinta; qualora poi si verificasse un dissidio insanabile, il Consiglio dovrà dimettersi e convocare immediatamente l'assemblea per la nomina di un nuovo Organo Amministrativo; in tal caso, il Consiglio resterà in carica fino all'accettazione del nuovo Organo Amministrativo.

Il voto non può, in nessun caso, essere dato per rappresentanza.

D) VERBALIZZAZIONE

Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione e del Comitato Esecutivo, se nominato ai sensi della successiva lettera "E", devono risultare da verbali che,

trascritti su apposito libro tenuto a norma di legge, vengono firmati da chi presiede e dal Segretario, nominato di volta in volta anche tra estranei al Consiglio.

E) DELEGA DI POTERI

Il Consiglio di Amministrazione può delegare le proprie attribuzioni al Comitato Esecutivo, composto da alcuni dei suoi membri, o ad uno o più Amministratori Delegati, determinando il contenuto, i limiti e le eventuali modalità di esercizio della delega. In tal caso trova piena applicazione quanto previsto dall'art. 2381 del Codice Civile.

Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'art. 2381 del Codice Civile e quelle non delegabili ai sensi delle altre leggi vigenti.

Le cariche di Presidente (o di Vice) e di Amministratore Delegato sono cumulabili.

Articolo 15

CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE: METODO DELLA CONSULTAZIONE SCRITTA E/O DEL CONSENSO ESPRESSO PER ISCRITTO

Nel caso la Società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, le decisioni dello stesso, possono anche essere adottate, in alternativa al metodo collegiale, mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, salvo per le materie indicate dall'art. 2475 ultimo comma, per le quali occorre necessariamente la delibera collegiale nell'osservanza di quanto previsto dall'art. 14 del presente statuto.

Nel caso si opti per il sistema della consultazione scritta dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti;
- l'indicazione degli Amministratori consenzienti;
- l'indicazione degli Amministratori contrari o astenuti e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;

- la sottoscrizione di tutti gli Amministratori, sia consenzienti che astenuti che contrari, con la precisazione che la mancata sottoscrizione equivale a voto contrario.

Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti gli Amministratori i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione degli Amministratori entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma, potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

Le decisioni del Consiglio di Amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica.

La decisione degli Amministratori, adottata a sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta nel libro delle decisioni degli Amministratori.

Gli Amministratori possono stabilire di rimettere la decisione su particolari argomenti o su specifiche operazioni a delibera del Consiglio di Amministrazione da adottarsi col metodo collegiale. Anche una tale decisione va presa con il voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica.

Articolo 16

POTERI DELL'ORGANO AMMINISTRATIVO

Qualunque sia il sistema di amministrazione, l'Organo Amministrativo è investito dei più ampi poteri per l'amministrazione ordinaria e straordinaria della Società e può quindi compiere tutti gli atti che ritenga opportuni per l'attuazione

dell'oggetto sociale, esclusi soltanto quelli che la legge o lo statuto riservano all'assemblea.

Articolo 17

RAPPRESENTANZA DELLA SOCIETA'

Qualunque sia il sistema di amministrazione, gli Amministratori hanno la rappresentanza generale della Società. In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, la rappresentanza della Società spetterà a tutti i componenti del Consiglio di Amministrazione, in via disgiunta tra di loro.

L'Organo Amministrativo può nominare direttori generali, amministrativi e tecnici determinandone le mansioni e le eventuali retribuzioni, nonché procuratori per singoli affari o per categorie di affari.

Articolo 18

COMPENSI DEGLI AMMINISTRATORI

Agli Amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio ed un compenso da determinarsi dai soci con decisione valida fino a modifica.

Il Consiglio di Amministrazione stabilisce la ripartizione, fra i suoi membri, del compenso annuale deliberato dai soci per l'intero Organo Amministrativo.

Agli Amministratori potrà inoltre spettare l'indennità di fine mandato ed, all'uopo, la Società è autorizzata a costituire uno specifico fondo di accantonamento o corrispondente polizza assicurativa.

Articolo 19

AMMINISTRATORE UNICO

Quando l'amministrazione della Società è affidata ad un Amministratore Unico, questi riunisce in sé tutti i poteri e le facoltà del Consiglio di Amministrazione e del suo Presidente.

Articolo 20

DIRITTI DEI SOCI NON AMMINISTRATORI

I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli Amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche

tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

Articolo 21

ORGANO DI CONTROLLO

Quale organo di controllo, i soci, con decisione da adottarsi a sensi del precedente art. 10, possono nominare:

- o un Sindaco Unico, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 22;
- o il Collegio Sindacale, qualora obbligatorio e/o per decisione dei soci, nei soli limiti di legge, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 22;
- o un Revisore, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 23.

Ai sensi dell'art. 2477 del Codice Civile, la nomina del Sindaco Unico, ovvero del Collegio Sindacale è obbligatoria:

- a) se la Società è tenuta alla redazione del bilancio consolidato;
- b) se la Società controlla una società obbligata alla revisione legale dei conti;
- c) se la Società, per due esercizi consecutivi, ha superato due dei limiti indicati dal primo comma dell'articolo 2435-*bis*.

Anche in questo caso il Sindaco Unico o il Collegio Sindacale verranno nominati ed opereranno ai sensi del successivo art. 22.

Articolo 22

SINDACO UNICO O COLLEGIO SINDACALE

Ricorrendo le condizioni di legge, l'assemblea dei soci dovrà nominare un Sindaco Unico, ovvero un Collegio Sindacale, qualora obbligatorio e/o per decisione dei soci, nei soli limiti di legge.

Al Sindaco Unico ed al Collegio Sindacale si applicano le disposizioni in tema di società per azioni (artt. 2397 e seguenti del Codice Civile).

Il Collegio Sindacale si comporrà di tre membri effettivi e di due supplenti. Il Presidente del Collegio Sindacale è nominato dai soci, con la decisione di nomina del Collegio stesso.

I Sindaci restano in carica per tre esercizi e scadono alla data dell'assemblea convocata per approvare il bilancio relativo al terzo esercizio della carica. La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il Collegio è stato ricostituito.

La retribuzione annuale dei Sindaci è determinata dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

Il Sindaco Unico, ovvero il Collegio Sindacale, ha i doveri ed i poteri di cui agli artt. 2403 e 2403-*bis* del Codice Civile ed, inoltre, esercita la revisione legale dei conti; in relazione a ciò, sia il Sindaco Unico, così come l'intero Collegio Sindacale, dovranno essere integralmente costituiti da Revisori Legali iscritti nell'apposito Registro.

Il Collegio Sindacale deve riunirsi almeno ogni novanta giorni. La riunione potrà tenersi anche per audioconferenza o videoconferenza; in tal caso si applicano le disposizioni sopra previste all'art. 14 per le adunanze del Consiglio di Amministrazione. Delle riunioni del Collegio deve redigersi verbale, che deve essere trascritto nel libro delle decisioni del Collegio Sindacale e sottoscritto dagli intervenuti; le deliberazioni del Collegio Sindacale devono essere prese a maggioranza dei presenti.

Anche il sindaco Unico deve trascrivere le proprie determinazioni su di un apposito libro.

Si applicano, inoltre, le disposizioni di cui agli artt. 2406 e 2407 del Codice Civile.

Ogni socio può denunciare i fatti che ritiene censurabili al Sindaco Unico, ovvero al Collegio Sindacale, il quale deve tener conto della denuncia nella relazione annuale sul bilancio; se la denuncia è fatta da tanti soci che rappresentino almeno un ventesimo del capitale sociale, il Sindaco Unico (o il Collegio Sindacale) deve indagare senza ritardo sui fatti denunciati e presentare le sue conclusioni ed eventuali proposte all'assemblea.

Si applica la disposizione di cui all'art. 2409 del Codice Civile.

Articolo 23

REVISORE LEGALE DEI CONTI DELLA SOCIETA'

In alternativa al Sindaco Unico od al Collegio Sindacale (salvi i casi nei quali la nomina di un Revisore autonomo sia obbligatoria ai sensi di legge) la revisione legale dei conti della Società può essere esercitata da un Revisore Legale dei Conti iscritto nell'apposito Registro.

Non può essere nominato alla carica di Revisore e se nominato decade dall'incarico chi si trova nelle condizioni previste dall'art. 2399 del Codice Civile.

Il corrispettivo del Revisore è determinato dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del suo ufficio.

L'incarico ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

L'incarico può essere revocato solo per giusta causa e con deliberazione dell'assemblea dei soci. La deliberazione di revoca deve essere approvata con decreto dal Tribunale, sentito l'interessato.

Il Revisore svolge le funzioni di cui all'art. 2409-*bis* del Codice Civile.

Articolo 24

ESERCIZIO SOCIALE – BILANCI

Gli esercizi sociali si chiudono al 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'Organo Amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

Il bilancio deve essere approvato dai soci con apposita decisione da adottarsi entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro centottanta giorni qualora la Società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato o quando particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della Società lo richiedano: in quest'ultimo caso peraltro gli Amministratori devono segnalare nella loro relazione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

Articolo 25

UTILI

Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente alla percentuale richiesta per legge, da destinare alla riserva legale, finché questa non abbia raggiunto l'ammontare prescritto dalla legge. Gli utili netti che residuano sono ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta. La ripartizione degli utili avverrà, come sopra indicato, salvo che l'assemblea non deliberi ulteriori accantonamenti a fondi di riserva straordinaria.

La decisione dei soci, che approva il bilancio, decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

Possono essere distribuiti esclusivamente gli utili realmente conseguiti e risultanti dal bilancio regolarmente approvato, fatta deduzione della quota destinata alla riserva legale; possono altresì essere distribuiti utili in natura. Se si verifica una perdita del capitale sociale, non può farsi luogo a distribuzione degli utili fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura proporzionale.

Non è consentita la distribuzione di acconti su dividendi.

Articolo 26

RECESSO DEL SOCIO

A) CASI DI RECESSO

Il diritto di recesso compete:

- ai soci che non hanno consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo di società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dal presente statuto;

- ai soci che non hanno consentito al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della Società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci;

- in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente statuto.

B) MODALITA' DI ESERCIZIO DEL RECESSO

L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti nel paragrafo precedente, dovrà essere spedita all'Organo Amministrativo mediante

lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro quindici giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscrivere nel Registro delle Imprese, esso può essere esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Il diritto di recesso può essere esercitato solo per l'intera partecipazione. La partecipazione per la quale è esercitato il diritto di recesso non può essere ceduta. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se la Società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima, ovvero se è deliberato lo scioglimento della Società.

La lettera raccomandata di cui sopra dovrà indicare le generalità del socio recedente, il suo domicilio nonché l'ammontare della partecipazione di cui è titolare.

C) RIMBORSO DELLA PARTECIPAZIONE DEL SOCIO RECEDUTO

I soci che recedono dalla Società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione del patrimonio sociale. Esso a tal fine è determinato dagli Amministratori tenendo conto del suo valore di mercato al momento della dichiarazione di recesso (eventualmente ed in particolare tenendo conto della situazione patrimoniale della Società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie); in caso di disaccordo la determinazione è compiuta tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso il primo comma dell'art. 1349 del Codice Civile.

Il rimborso delle partecipazioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso deve essere eseguito entro 180 (centoottanta) giorni dalla comunicazione del medesimo fatta alla Società.

Esso può avvenire anche mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni oppure da parte di un terzo concordemente individuato da soci medesimi. Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili. In tal caso la partecipazione

del socio receduto si accrescerà proporzionalmente alle partecipazioni degli altri soci.

In mancanza di riserve disponibili, andrà ridotto in misura corrispondente il capitale sociale; in tale ultimo caso si applica l'art. 2482 del Codice Civile e, qualora sulla base di esso non risulti possibile il rimborso della partecipazione del socio receduto, la Società viene posta in liquidazione.

Articolo 27

ESCLUSIONE DEL SOCIO

Nel caso di socio che, a titolo di conferimento, si sia obbligato alla prestazione d'opera o di servizi a favore della Società, lo stesso può essere escluso qualora non sia più in grado di prestare l'opera o i servizi oggetto di conferimento. Può essere escluso anche il socio che sia stato interdetto, che sia stato dichiarato fallito o che sia stato condannato con sentenza passata in giudicato ad una pena che comporta l'interdizione anche temporanea dai pubblici uffici.

L'esclusione deve essere approvata dai soci con apposita delibera da adottarsi esclusivamente con il metodo assembleare, di cui all'art. 11. Per la valida costituzione dell'assemblea e per il calcolo della maggioranza richiesta non si tiene conto della partecipazione del socio della cui esclusione si tratta, il quale tuttavia potrà intervenire alla riunione assembleare, ma senza diritto di voto.

La delibera di esclusione deve essere comunicata tramite raccomandata, con ricevuta di ritorno, al socio escluso, e l'esclusione avrà effetto decorsi trenta giorni dalla comunicazione suddetta. Entro questo termine il socio escluso può fare opposizione avanti il Tribunale competente per territorio. Se la Società si compone di due soli soci l'esclusione di uno di essi è pronunciata dal Tribunale su domanda dell'altro.

Articolo 28

SCIoglimento LIQUIDAZIONE

Lo scioglimento anticipato volontario della Società è deliberato dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

In tal caso, nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 del Codice Civile, ovvero da altre disposizioni di legge o del presente statuto, l'assemblea con apposita deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto, dispone:

- il numero dei liquidatori e le regole di funzionamento del collegio in caso di pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della Società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- i poteri dei liquidatori, con particolare riguardo alla cessione dell'azienda sociale, di rami di essa, ovvero anche di singoli beni o diritti, o blocchi di essi; gli atti necessari per la conservazione del valore dell'impresa, ivi compreso il suo esercizio provvisorio, anche di singoli rami, in funzione del miglior realizzo.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione di cui all'art. 2489 del Codice Civile e, pertanto, i liquidatori potranno compiere tutti gli atti utili per la liquidazione della Società.

La Società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni del presente statuto. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'art. 2487-ter del Codice Civile.

Le disposizioni sulle decisioni dei soci, sulle assemblee e sugli organi amministrativi e di controllo si applicano, in quanto compatibili, anche durante la liquidazione.

Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al Capo VIII del Titolo V del Libro V del Codice Civile (artt. 2484 e seguenti).

Articolo 29

TITOLI DI DEBITO

La Società può emettere titoli di debito.

L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

La relativa delibera assembleare andrà verbalizzata da notaio, con conseguente applicazione dell'art. 2436 del Codice Civile.

La Società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

I titoli emessi ai sensi del presente articolo possono essere sottoscritti soltanto da investitori professionali. In caso di successiva circolazione, chi li ha sottoscritti risponde della solvenza della Società nei confronti degli acquirenti che non siano investitori professionali ovvero soci della Società medesima.

La delibera di emissione dei titoli deve prevedere le condizioni del prestito e le modalità del rimborso e deve essere iscritta a cura degli Amministratori presso il Registro delle Imprese. Può altresì prevedere che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la Società possa modificare tali condizioni e modalità.

Articolo 30

UNICO SOCIO

Quando l'intera partecipazione appartiene ad un solo socio o muta la persona dell'unico socio, gli Amministratori devono effettuare gli adempimenti previsti ai sensi dell'art. 2470 del Codice Civile.

Quando si costituisce o ricostituisce la pluralità dei soci, gli Amministratori devono depositare la relativa dichiarazione per l'iscrizione nel Registro delle Imprese.

L'unico socio o colui che cessa di essere tale può provvedere alla pubblicità prevista nei commi precedenti.

Le dichiarazioni degli Amministratori devono essere riportate, entro trenta giorni dall'iscrizione, nel libro dei soci, ove facoltativamente istituito, e devono indicare la data di tale iscrizione.

Articolo 31

SOGGEZIONE AD ATTIVITA' DI DIREZIONE E CONTROLLO

La Società deve indicare l'eventuale propria soggezione all'altrui attività di direzione e coordinamento negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante

iscrizione, a cura degli Amministratori, presso la sezione del Registro delle Imprese di cui all'art. 2497-*bis*, comma 2, del Codice Civile.

Articolo 32

DOMICILIO DEI SOCI

Il domicilio dei soci, per quanto si riferisce ai loro rapporti con la Società, si intende a tutti gli effetti di legge nel luogo che risulterà dal Registro delle Imprese competente. Ogni socio dovrà sotto la sua responsabilità, notificare tempestivamente alla Società ogni variazione del proprio domicilio; tali variazioni dovranno essere comunicate, a cura dell'Organo Amministrativo, al competente Registro delle Imprese nei modi e termini di legge, e, qualora istituito, immediatamente trascritte sul libro dei soci a cura dell'Organo Amministrativo stesso. Il mutamento del domicilio produce effetti, nei confronti della Società, dal momento dell'iscrizione nel Registro delle Imprese competente.

Articolo 33

CLAUSOLA COMPROMISSORIA

Le eventuali controversie che sorgessero fra i soci, o fra i soci e la Società, anche se promosse da Amministratori e/o Sindaco Unico o Sindaci (se nominati), ovvero nei loro confronti, che abbiano per oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, saranno decise da un Collegio Arbitrale, composto di tre membri, tutti nominati, entro trenta giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente, dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti e degli Esperti Contabili della Circoscrizione nel cui ambito ha sede la Società. I tre arbitri così nominati provvederanno a designare il Presidente. Nel caso di mancata nomina nei termini, ovvero in caso di disaccordo tra gli arbitri nominati nella scelta del Presidente, vi provvederà, su istanza della parte più diligente, il Presidente del Tribunale nel cui Circondario ha sede la Società.

Gli arbitri giudicheranno ritualmente, secondo la procedura prevista dall'art. 806 e seguenti del Codice di Procedura Civile.

Il Collegio Arbitrale stabilirà pure a chi farà carico il (o le eventuali modalità di ripartizione del) costo dell'arbitrato.

Non possono essere oggetto di compromesso o di clausola compromissoria le controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero.

Le modifiche alla presente clausola compromissoria, devono essere approvate con delibera dei soci con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso a sensi del precedente art. 26.

Articolo 34

RINVIO

Per quanto non previsto nel presente statuto, si applicano le vigenti disposizioni di legge.

HUITIEME RESOLUTION

En remplacement des administrateurs démissionnaires, la personne suivante est nommée pour une durée indéterminée en qualité d'administrateur unique de la Société :

- **Monsieur Dino ZOLI**, né le 2 avril 1943 à Forlì, Italie et résident à Via Ossi 5, 47100 Forlì, Italie.

NEUVIEME RESOLUTION

Mandat est donné à FIDUCENTER S.A. ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, aux fins :

- D'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce de Luxembourg dès réception de la preuve de l'inscription de la société au Registre du Commerce Italien;
- De procéder la clôture du/des compte(s) bancaire(s) de la société.
- De procéder au transfert des soldes desdits comptes bancaires sur un compte à ouvrir au nom de la société désormais de nationalité italienne.

Effet juridique:

Les résolutions prises aux points 1 à 9 prendront effet à la date d'inscription de la société au Registre du Commerce en Italie.

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée confère tous pouvoirs à Monsieur Dino ZOLI, préqualifié, aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce en Italie, avec faculté d'apporter toutes les modifications et signer individuellement tout document nécessaire et utile pour procéder à cette inscription.

CONFIRMATION

Le notaire instrumentaire certifie sur la base de l'état patrimonial susvisé que le capital social d'un montant de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) était intégralement souscrit et entièrement libéré lors du transfert de la société vers l'Italie.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée.

DONT ACTE

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, M. ZIANVENI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 novembre 2016.
Relation: 1LAC/2016/37465
Reçu soixante-quinze euros
(75.- EUR)

Le Receveur (s) P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME -
Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 janvier 2017.